

L'Afrique du Sud

La "nation arc-en-ciel" en quête de puissance...



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint
 de Grenoble Ecole
 de Management
 Directeur de l'ESC
 Grenoble

La fameuse "nation arc-en-ciel" célébrée par Desmond Tutu, adossée à l'une des constitutions les plus libérales du monde, se heurte pourtant à des problèmes sociaux immenses.

Le 25 mai est à la fois la Journée mondiale de l'Afrique et celle des cinquante ans des accords instituant l'Organisation de l'Unité Africaine, devenue l'Union africaine. Mais si le continent fait l'objet de bien des spéculations - généralement enthousiastes - sur son devenir, n'oublions pas qu'il reste porté par la vision géopolitique de l'Afrique du Sud, qui prône depuis 1994 son unité politique et économique. Difficile en effet d'ignorer l'activisme diplomatique de Pretoria, qui prétend à un rôle de premier plan, tant au niveau régional que mondial. *"Puissance dominante de l'Afrique à l'époque de l'apartheid, elle reste hégémonique dans les domaines économique, militaire et politique"*, remarque François Lafargue, auteur d'une *Géopolitique de l'Afrique du Sud* aux Éditions Complexe. Sa situation intérieure est en revanche plus contrastée. Nombre de réformes doivent encore être menées, la croissance est insuffisante, la violence est loin d'être enrayée, les tensions raciales perdurent voire s'exacerbent... Membre du club des BRIC(S) depuis 2011, l'Afrique du Sud a-t-elle pour autant la stature d'une puissance émergente ?

La fin du régime de l'apartheid, en 1991, a propulsé l'Afrique du Sud sur le devant de la scène africaine et internationale. Elle bénéficie d'une main d'œuvre importante et de ressources naturelles abondantes. Le nouveau pouvoir en place a su rassurer les milieux d'affaires, en procédant à des réformes économiques de grande ampleur et en confirmant la stabilité de ses institutions. L'instauration d'une démocratie multiraciale - la fameuse "nation arc-en-ciel" de Desmond Tutu - adossée à l'une des constitutions les plus libérales du monde n'était pas *a priori* évidente. Malgré les politiques sociales et de réconciliation, c'est bien au volet sociétal que se heurte l'Afrique du Sud.

Une puissance économique à nuancer

Première puissance économique et financière du continent, le pays dispose d'un secteur minier parmi les plus importants du monde (or, uranium, platine, chrome, manganèse, diamant...). Mais également d'une agriculture diversifiée, de services bancaires performants et d'une industrie dynamique. Encore peu exploités, le tourisme et le commerce de détail affichent un potentiel non négligeable. Le PIB de l'Afrique du Sud représente ainsi à lui seul 25 % de la richesse produite sur le continent, et près de 40 % de la production industrielle. Côté transports, le pays concentre 50 % du parc automobile et 40 % des infrastructures routières de l'Afrique. Surtout, ces dernières - complétées par un important réseau ferroviaire - sont intégrées à six grands ports en prise directe avec les couloirs maritimes qui

Une large partie de l'activité économique des pays limitrophes de l'Afrique du Sud reste sous la dépendance - et l'influence - de Pretoria.

relie l'Europe et les États-Unis avec le Moyen-Orient et l'Asie. Conséquence : l'Afrique du Sud s'est imposée comme le point de passage obligatoire pour les exportations en provenance d'Afrique australe. L'économie de l'Afrique du Sud est donc régionalement très intégrée. À l'échelle australe, le pays est à la fois membre d'une communauté de développement (SADC) et d'une union douanière (SACU). Il en tire des bénéfices - et une influence - substantiels. "L'exemple du secteur agricole est éloquent, puisque 90 % des importations du Swaziland, 70 % de celles de la Zambie, du Zimbabwe et du Malawi proviennent de l'Afrique du Sud", rapporte François Lafargue. Le Lesotho et le Swaziland sont enclavés dans son territoire et très dépendants de son économie. Leurs monnaies sont indexées sur le rand sud-africain, tout comme celles de la Namibie et du Botswana. De façon plus générale, une large partie des activités économiques de ces pays est sous contrôle d'entreprises sud-africaines. À l'échelle du continent, l'Afrique du Sud est très présente dans les secteurs miniers, télécoms, bancaires et aériens. Ses investissements directs à l'étranger représentent près de 5 % de son PIB. Et le mouvement devrait encore s'amplifier, si l'on en croit l'appel récent du président Jacob Zuma aux entreprises sud-africaines pour investir davantage encore en Afrique, notamment au Nigeria.

Il n'en demeure pas moins que l'Afrique du Sud connaît des taux de croissance insuffisants pour espérer l'instauration d'une classe moyenne pérenne et conséquente. Avec un pic de croissance à 5 % jusqu'à la crise mondiale de 2008, puis une récession en 2009, le pays peine à renouer avec les 3 % et se situe en deçà des prévisions pour la croissance mondiale (3,3 % en 2013). Si les conditions de l'émergence économique sont, schématiquement, "une forte croissance dans la durée, l'apparition d'un marché intérieur et une main-d'œuvre abondante, portée par une solide démographie" (cf. note CLES n°65, 26/04/2012), force est de constater qu'elles ne sont que partiellement remplies par l'Afrique du Sud.

Des faiblesses insurmontables ?

Les atouts non négligeables de l'Afrique du Sud ne doivent pas masquer la face sombre de l'économie et de la société sud-africaines. La récession a retardé la reprise. Le chômage avoisine les 25 % et touche un jeune sur deux. Pour surmonter ces obstacles, une réforme du marché du travail, encore extrêmement réglementé, serait nécessaire. Bon nombre d'entreprises restent fragilisées en dépit du versement de plus de 300 millions de dollars aux secteurs les plus touchés. Même l'industrie minière est atteinte et procède aujourd'hui à des milliers de suppressions d'emplois. Plus grave, le pays n'alimente pas correctement en électricité son activité économique. Cette carence est un dommage collatéral de la *Black Economic Empowerment*, une politique de transfert d'une partie du pouvoir économique en faveur de la population noire. Combinée à l'*Affirmative Action*, cette politique a certes permis l'apparition d'une classe moyenne noire, mais en provoquant le déclassement d'une partie de l'ancienne bourgeoisie blanche, moteur de la croissance initiale du pays. Les anciennes "séparations" (*apartheid*) ne sont de toute évidence pas si simples à dépasser. Une nouvelle étape dans la "libération" apparaît désormais nécessaire aux observateurs. L'hégémonie politique de l'ANC constituant un frein évident, cela suppose une alternance démocratique.

Paradoxalement, la réintégration de l'Afrique du Sud dans le système économique mondial a eu pour conséquences de nouvelles fractures ou le renforcement d'anciennes...

En effet, "la réintégration dans le système économique mondial a pour conséquences de nouvelles fractures ou le renforcement d'anciennes", analyse Philippe Gervais-Lambony, professeur à Paris-Ouest Nanterre. "La ségrégation socio-spatiale [entre ethnies, classes sociales et régions] reste extrême, les taux de criminalité sont très élevés, le sida est un fléau, la pauvreté et le chômage frappent une large partie de la population". Il faudrait également évoquer une immigration illégale (comprise entre 3 et 8 millions d'individus selon les sources), mais aussi légale, qui, ajoutée aux problèmes économiques, génère tensions et émeutes, comme encore récemment dans le secteur minier. Il en résulte une société fragmentée et divisée, où les communautés semblent condamnées à vivre côte à côte plutôt que portées par un élan commun. Deux illustrations : l'égalité des chances et la criminalité. La première "demeure encore un idéal et un slogan électoral", prévient François Lafargue. "Sur 200 élèves, 1 Noir

Les faiblesses de l'Afrique du Sud sont compensées par sa reconnaissance - et ses prétentions - internationales. Jusqu'à quand ?

accédera à l'université contre 7 Blancs". Le système éducatif reste donc à réformer. Non sans raison, la seconde illustration fait partie des clichés qui collent à l'Afrique du Sud. L'affaire Oscar Pistorius a très médiatiquement démontré que le pays n'en avait pas fini avec la violence, même si elle semble en légère baisse ces dernières années. En 2012, le taux de meurtres par habitant reste 4,5 fois plus élevé que la moyenne mondiale. Les viols sont fréquents et les cambriolages endémiques. Le crime organisé est aussi très présent, particulièrement dans le trafic de drogues et le trafic d'armes. Pour François Lafargue, cette situation est favorisée par une police "inefficace, minée par la corruption, peu rétribuée et méprisée par la population à cause de son rôle à l'époque de l'apartheid". Selon l'historien Bernard Lugan, ces "constantes de division sont trop importantes pour que l'Afrique du Sud puisse espérer être plus qu'une puissance sous-régionale" (*Histoire de l'Afrique du Sud*, Ellipses, 2010). En attendant, Pretoria déploie une impressionnante diplomatie pour affirmer son *leadership* sur la région et au-delà. Non sans succès.

Une affirmation géopolitique tous azimuts

L'Afrique du Sud a fondé une partie de sa diplomatie sur la réussite affichée de sa réconciliation nationale, érigée depuis en modèle régional. Depuis une quinzaine d'années, elle propose ainsi sa médiation dans la plupart des conflits qui secouent le continent (Sierra Leone, Liberia, Soudan, Comores, Côte d'Ivoire, etc.). Pretoria bénéficie aussi de l'aura de Nelson Mandela et de son projet de "Renaissance africaine", qui postule que l'Afrique trouvera son salut dans son unité politique. Elle a ainsi contribué à créer l'Union africaine sur laquelle elle exerce une forte influence. L'outil militaire traditionnel n'est pas pour autant négligé. L'armée sud-africaine est l'une des mieux équipées et formées d'Afrique. En 2011, son budget de défense est le second du continent, derrière l'Algérie, mais devant l'Égypte. Sur le plan international, et nonobstant un poids économique très en deçà de celui des principaux Émergents, le pays a rejoint les BRICS, au sein desquels il constitue - peut-être pour cette raison même - la seule puissance africaine. Si elle entend surtout peser diplomatiquement sur l'ordre mondial dont elle s'estime exclue, l'Afrique du Sud se propose également, parfois avec naïveté et idéalisme, d'être le porte-parole de l'ensemble du continent dans les cénacles internationaux. Sa faiblesse économique est compensée par le fait qu'elle dispose de ressources minières essentielles aux économies développées. Sa participation à l'élaboration d'une force africaine d'interposition, visant à soulager l'effort des grandes puissances militaires internationales sur ce théâtre, joue pareillement en sa faveur. Il n'empêche qu'"il règne un certain désordre dans l'élaboration de cette politique étrangère". Pretoria donne en effet l'impression de se disperser en voulant tout à la fois maintenir son hégémonie sur l'Afrique australe, où les voix s'élèvent pour dénoncer sa domination, jouer un rôle de premier plan dans l'océan Indien, être la nation *leader* du continent africain et s'affirmer comme puissance mondiale à part entière. Il n'est pas certain que l'Afrique du Sud, profondément fragilisée par ses fractures internes, ait véritablement les moyens de ses ambitions. Et si elle n'y prend pas garde, son rêve de puissance risquerait de compromettre à terme la consolidation de sa position régionale. ■

Pour aller plus loin: *Géopolitique de l'Afrique du Sud*, par François Lafargue, Éditions Complexe, 144 p., 15 €; *L'Afrique du Sud*, par Philippe Gervais-Lambony, Coll. *Idées reçues*, Éditions Le Cavalier Bleu, 128 p., 9,95 €.

EXTRAIT :

Sur les échanges commerciaux: "Près de la moitié des exportations du pays ont pour destination les États-Unis, le Japon et l'Union européenne. Cette dernière est de loin le premier partenaire commercial avec comme principaux clients, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas." (François Lafargue, *Géopolitique de l'Afrique du Sud*, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>